



23 JUILLET 2020

Bpifrance Le Lab présente la 71^e enquête de conjoncture auprès des PME, première étude d'ampleur¹ sur l'impact de la crise du coronavirus et des mesures d'urgence économique

Paris, le 23 juillet 2020 – La 71^{ème} enquête de conjoncture, réalisée auprès de 5500 entreprises permet de tirer un premier bilan d'étape sur l'état d'esprit des dirigeants d'entreprise post-crise et d'apprécier l'impact des mesures d'urgence économiques.

- **Le choc d'activité d'une ampleur inédite subi par les PME a eu pour conséquence une dégradation nette de la trésorerie, et une révision drastique de leurs projets d'embauches et d'investissements.**
- **Les PME déclarent toutefois en très large majorité éviter à ce stade l'impasse de trésorerie, notamment grâce au recours au Prêt Garanti par l'Etat (PGE) fortement souscrit, qui constitue pour une majorité d'entre elles une réserve mobilisable pour les prochains mois.**
- **Elles sont plus confiantes en l'avenir qu'en avril dernier, signe que le redressement économique est en cours, même si la moitié d'entre elles envisagent encore un retour difficile vers un niveau normal d'activité.**

1. Une chute inédite du chiffre d'affaires anticipée en 2020, mais des perspectives sur la baisse des effectifs plus modérées que lors de la crise de 2008

Les dirigeants de PME s'attendent en moyenne à un recul de 15 % de leur chiffre d'affaires en 2020. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires² enregistre une chute historique de 84 points (à -59) et atteint un plus bas depuis la création de l'enquête, ce qui témoigne de l'ampleur et de la soudaineté du choc. La baisse d'activité liée à la crise s'explique par la fermeture réglementaire des établissements (motif cité par 47 % des dirigeants), ainsi que par les difficultés pour les PME à produire avec la même efficacité qu'auparavant pour servir la demande, du fait des contraintes de sécurité sanitaire à appliquer (cité par 29 % des dirigeants). Près de 20 % des dirigeants imputent la baisse de chiffre d'affaires au manque de débouchés et à un approvisionnement réduit auprès de leurs fournisseurs.

Les PME du Tourisme sont de loin les plus affectées, avec une contraction anticipée du chiffre d'affaires de 39 % en moyenne. Les PME d'Île-de-France, région particulièrement touchée par l'épidémie, et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, région fortement touristique, ont été davantage affectées que celles des autres régions. Les PME à la fois exportatrices et innovantes s'en sortent relativement mieux.

En cohérence avec le recul de l'activité, les dirigeants revoient nettement à la baisse leurs perspectives sur les effectifs. Le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi perd 28 points en un an (à -13), un niveau cependant supérieur au point bas enregistré pendant la crise financière de 2008-2009 (-17 en 2009). L'impact sur l'emploi apparaît ainsi relativement limité, en proportion du recul de l'activité, possiblement en lien avec le recours massif des PME au

¹ 5 556 répondants

² Solde d'opinion : différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.



dispositif d'activité partielle (79 % ont fait une demande pour au moins un salarié). Les autres dispositifs mis en place pendant la crise, fortement souscrits également, ont pu contribuer à préserver les emplois en soutenant la trésorerie des entreprises.

2. Une situation financière fortement détériorée, mais un sentiment de pouvoir surmonter les difficultés financières rencontrées, en lien avec le recours important aux dispositifs publics

La situation de trésorerie des PME s'est dégradée au cours des 6 derniers mois, et resterait difficile à court terme. Près de la moitié des PME (49 %) jugent toutefois leur trésorerie suffisante pour affronter la crise et 39 % estiment que les difficultés rencontrées sont surmontables au regard des mesures de soutien sollicitées. Seules 3 % des PME jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées. Ces résultats sont à mettre en regard d'une large mobilisation des dispositifs de soutien mis en place dès le début de la crise (chômage partiel, PGE, reports de charge...). Les PME semblent par ailleurs très bien informées et très peu d'entreprises déclarent ne pas connaître les différents dispositifs.

3. Le PGE a en particulier été fortement souscrit et restait à mi-juin, pour près de 60 % des PME y ayant eu recours, une réserve de liquidité encore mobilisable dans les prochains mois en tout ou pour large partie

Près de la moitié des PME (51 %) ont ainsi eu recours au Prêt Garanti par l'Etat (PGE), qui a permis de maintenir des conditions de financement favorables et de pallier les besoins de trésorerie des PME. S'y retrouvent en très forte proportion les entreprises rencontrant le plus de difficultés de trésorerie et ayant subi un choc d'activité plus important que la moyenne. 59 % d'entre elles conservent une large partie du prêt en réserve de liquidité pour les prochains mois (parmi elles, 33% conservent encore la totalité du prêt).

4. L'investissement attendu en nette baisse cette année, compte tenu de la baisse d'activité et dans un contexte économique qui reste incertain. Les PME qui revoient leurs perspectives d'investissement sont essentiellement dans une logique de report

Les incertitudes économiques et la faiblesse de la demande pèsent lourdement sur l'investissement, qui se contracterait fortement cette année. Les PME privilégient le report de leurs projets, attendant plus de certitudes sur la reprise. Parmi les PME qui avaient formulé des projets d'investissement avant le déclenchement de la crise, 41 % comptent maintenir leurs projets tandis que 41 % d'entre elles comptent les reporter et 19 % les annuler.

Les contraintes de bilan (niveau de fonds propres, d'endettement) ou de financement restent des freins à l'investissement nettement moins cités que les perspectives de demande ou la rentabilité. Les fonds propres sont cités par 33 % d'entre elles, ce qui reste inférieur à 2015-2016. 22 % des entreprises se disent prêtes à ouvrir leur capital, sous la forme de l'arrivée d'un nouvel associé pour la majorité d'entre elles (75 %).

5. Les perspectives signalent une reprise d'activité progressive

Les perspectives d'activité et d'emploi pour 2021 ne marquent pas une correction aussi forte que les indicateurs d'activité courante, ce qui pourrait signaler un début de normalisation après le « trou d'air » du printemps. Les PME sont par ailleurs plus confiantes en l'avenir qu'en avril, signe que la reprise économique est amorcée. Interrogées en juin, elles sont 46 % à percevoir un retour rapide vers un niveau normal d'activité, bien que majoritairement sans rattrapage des pertes, et 53 % à anticiper un retour à la normale difficile, une proportion en nette baisse par rapport à fin avril (63 % selon les résultats redressés du dernier baromètre trimestriel Bpifrance Le Lab - Rexecode³). Les PME ont également révisé à la hausse leurs perspectives d'embauche et d'investissement entre fin avril et mi-juin, la part des PME déclarant un report ou une annulation des plans d'embauche et d'investissement pour l'année recule de 12 et 14 points de pourcentage respectivement en deux mois. Les difficultés de trésorerie jugées insurmontables sont réduites de deux tiers sur la même période (3% des PME en juin contre 9% fin avril).

³ <https://www.bpifrance-lalab.fr/Analyses-Reflexions/Les-Travaux-du-Lab/Les-enquetes-de-conjoncture/Trésorerie-Investissement-et-Croissance-des-PME-Barometre-de-Mai-2020>



Pour **Philippe Mutricy, Directeur des études de Bpifrance**, « *Les résultats de notre enquête auprès de 5500 PME témoignent que la reprise de l'activité est bien enclenchée, même si elle sera progressive. Le niveau des intentions d'embauche reste supérieur à celui connu lors de la crise de 2009. L'investissement résiste avec 8 dirigeants sur 10 qui déclarent maintenir ou seulement décaler leurs projets. Par ailleurs compte tenu de l'ampleur du choc, la situation de trésorerie est étonnamment bonne, puisque la part des entreprises déclarant faire face à des difficultés insurmontables n'est que de 3%. Le regain de confiance des PME que l'on constate depuis notre baromètre d'avril laisse espérer que le pic de la crise est désormais derrière nous.* »

Retrouvez l'enquête complète ainsi que les analyses sectorielles et régionales sur : <https://www.bpifrance-lelab.fr/Analyses-Reflexions/Les-Travaux-du-Lab/Les-enquetes-de-conjoncture/71e-enquete-de-conjoncture-PME>

Condition de réalisation de l'enquête

La 71^e enquête semestrielle de conjoncture de Bpifrance Le Lab a été réalisée par interrogation de 37 000 entreprises de 1 à 249 salariés entre mi-mai et mi-juin 2020, par voie postale ou numérique. L'analyse s'appuie sur un échantillon de 5 556 réponses reçues avant le 16 juin. Des questions additionnelles ont été posées au panel numérique entre le 2 et le 16 juin 2020. L'analyse de ces questions s'appuie sur un échantillon de 2 875 réponses, redressées par taille et secteur d'activité.

Contact presse :

Sarah Madani

Tél. : 01 42 47 96 89

sarah.madani@bpifrance.fr

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « déroutier » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab et @bpifrance – www.bpifrance-lelab.fr – www.bpifrance.fr